



## 6COM-EUROPE

### LETTRE BIMENSUELLE DE 6COM.BE SUR LES PROBLÉMATIQUES EUROPÉENNES

## Droits des travailleurs

### De nouveaux droits en matière d'emploi saisonnier reconnus aux migrants dans l'UE - La CES félicite les eurodéputés pour leur contribution à l'accord

L'Europe a fait un pas en avant pour établir des canaux de migration légaux. Le 29 octobre, le Conseil européen et le Parlement européen sont parvenus à une position commune concernant une proposition de directive sur les conditions d'entrée et de séjour de ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi saisonnier.

[Position de la CES](#)

[Position commune du Conseil et du Parlement européen](#)

### Renforcer les droits d'information, de consultation et de participation pour tous les travailleurs

La Commission européenne est mise au défi de faire la preuve que les droits fondamentaux et l'information/consultation soient au cœur du projet européen. Ces droits sont inscrits dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE et est un devoir de l'Union afin de soutenir et de compléter les activités des Etats membres dans le domaine de l'information et de la consultation des travailleurs. La CES demande un élargissement de ses droits ?

[La résolution de la CES](#)

### IndustriAll Europe réclame une implication totale des comités d'entreprise européens en cas de restructurations transnationales

Le Comité « Politique d'entreprise » d'IndustriAll European Trade Union a discuté des développements dans les entreprises et des cas de restructurations transnationales en cours.

Accélérés par la crise économique et financière, les effondrements d'entreprises, les processus de restructuration et les transferts de production ont intensifié la pression exercée sur les travailleurs de l'industrie dans toute l'Europe. Alors que les travailleurs sont confrontés à des pertes d'emplois massives, les stratégies des entreprises conduisent à une mise en concurrence des travailleurs, engendrent un dumping social et une précarisation de l'emploi et sapent les droits sociaux et syndicaux.

[Position d'IndustriAll](#)

## Institutions européennes

### **Crise dans la zone euro. Une enquête du Parlement européen sur le rôle biaisé de la Troïka**

Les Présidents des groupes politiques du Parlement européen ont donné leur feu vert au lancement d'une enquête sur le rôle de la troïka, composée de la Commission européenne, de la Banque Centrale Européenne et du Fonds Monétaire International.

[Communiqué de presse du groupe des Verts](#)

[La décision du Parlement européen](#)

### **Négociations commerciales UE-USA**

Les négociations pour un accord de libre-échange transatlantique UE-USA ont redémarré à Bruxelles. Suite au scandale des écoutes téléphones massives de la NSA sur des millions de citoyens et de dirigeants européens, les Verts au Parlement européen avaient plaidé, dès le début, à ce que la Commission gèle les négociations avec les États-Unis.

[Position de Corporate europe](#)

[Position du groupe des Verts](#)

[Position de la FGTB Wallonne](#)

### **Le Parlement européen franchit un pas important concernant la localisation de son siège**

Le Parlement européen vient d'adopter un rapport à une large majorité sur la localisation des sièges des institutions. Ce rapport préconise aux députés européens d'initier – pour la première fois dans son histoire – une procédure permettant une modification du Traite européen à ce sujet.

[Le rapport du Parlement européen](#)

## Politique européenne

### **Plan de la CES pour l'investissement, une croissance durable et des emplois de qualité**

La CES est convaincue que l'UE dispose du potentiel nécessaire pour combattre la crise. Ce potentiel repose sur des personnes instruites, une base industrielle solide, de bons services publics et privés, une recherche innovante, des institutions éducatives de qualité, des systèmes étatiques bien organisés, une grande richesse culturelle, un modèle social inclusif et accessible au sein de l'UE et une zone euro avec une monnaie unique stable. Ce potentiel doit servir à surmonter la crise pour le bien des gens.

[Plan de relance de la CES](#)

## **Le coût de l'austérité en 2013**

La Commission a calculé, pour les pays de la zone euro, le coût des mesures d'assainissement des dépenses publiques autrement dit de l'austérité. En 2013 ce coût équivaut à 3,9 % du PIB en Allemagne et à 8,1 % pour la Grèce, le pays le plus touché de la zone euro.

Autre calcul, celui de l'impact cumulé sur les 3 années 2011, 2012, 2013. C'est l'Allemagne la moins affectée avec 8,1 %, 9,1 % pour la France, 18 % pour la Grèce.

[Article dans Metis](#)

[Le rapport de la Commission](#)